



# **Données financières consolidées des sociétés d'État**

Premier trimestre (T1) 2016-2017

Publié : le 2017-01-01

© Sa Majesté la Reine du chef du Canada,  
représentée par le président du Conseil du Trésor 2017,

Publié par le Secrétariat du Conseil du Trésor du Canada  
90 rue Elgin, Ottawa, Ontario, K1A 0R5, Canada

N<sup>o</sup> de catalogue BT1-61E-PDF  
ISSN : 2816-7082

Ce document est disponible sur [Canada.ca](http://Canada.ca), le site Web du gouvernement du Canada.

Ce document est disponible en médias substitués sur demande.

Nota : Pour ne pas alourdir le texte français, le masculin est utilisé  
pour désigner tant les hommes que les femmes.

Also available in English under the title: Consolidated financial information for Crown corporations First  
Quarter (Q1) 2016-2017

# Données financières consolidées des sociétés d'État (premier trimestre 2016-2017; en milliers de dollars)

Filtrer les articles  Affiche 1 à 43 de 43 entrées

OrgID	Société d'État	Type de société	Exercice financier	Période de déclaration	Total des actifs	Total des passifs	Avoir	Crédits budgétaires	Revenus (Tiers)	Total des revenus	Charges	Bénéfice net (perte nette)	Résultat global (perte globale)	Emprunts	Dividendes	Convention comptable	Publié
13	Administration de pilotage de l'Atlantique	Entreprise	31-déc	T1 terminé le 31 mars	13 552	7 451	6 101	0	4 899	4 899	5 353	(454)	(454)	4 109	0	IFRS (Normes Internationales d'information financière)	Oui
14	Énergie atomique du Canada limitée	Consolidée	31-mars	T1 terminé le 30 juin	1 116 211	8 414 430	(7 298 219)	182 720	36 707	219 427	172 611	46 816	46 816	0	0	IFRS (Normes Internationales d'information financière)	Oui
15	Banque du Canada	Entreprise	31-déc	T1 terminé le 31 mars	99 198 900	98 707 000	491 900	0	421 400	421 400	131 900	289 500	220 100	0	0	IFRS (Normes Internationales d'information financière)	Oui
20	Banque de développement du Canada	Entreprise	31-mars	T1 terminé le 30 juin	23 406 302	18 095 509	5 310 793	0	297 448	297 448	205 080	92 368	30 343	17 713 163	68 649	IFRS (Normes Internationales d'information financière)	Oui
29	Conseil des Arts du Canada	Consolidée	31-mars	T1 terminé le 30 juin	389 064	133 088	255 976	84 000	2 323	86 323	111 546	(25 223)	(25 223)	0	0	PSAS (Normes comptables du secteur public)	Oui
30	Société d'assurance-dépôts du Canada	Entreprise	31-mars	T1 terminé le 30 juin	3 529 950	1 458 419	2 071 531	0	114 838	114 838	159 505	(44 667)	(44 735)	0	0	IFRS (Normes Internationales d'information financière)	Oui
31	La Corporation de développement des investissements du Canada	Entreprise	31-déc	T1 terminé le 31 mars	638 085	176 880	461 205	0	33 982	33 982	22 320	11 662	8 051	0	0	IFRS (Normes Internationales d'information financière)	Oui
40	Société immobilière du Canada limitée	Entreprise	31-mars	T1 terminé le 30 juin	910 175	439 219	470 956	0	40 463	40 463	35 526	4 937	3 580	341 083	0	IFRS (Normes Internationales d'information financière)	Oui
42	Société canadienne d'hypothèques et de logement	Entreprise	31-déc	T1 terminé le 31 mars	256 789 000	236 850 000	19 939 000	589 000	1 763 000	2 352 000	1 940 000	412 000	300 000	227 329 000	0	IFRS (Normes Internationales d'information financière)	Oui
43	Office d'investissement du régime de pensions du Canada	N/A (Non disponible)	31-mars	T1 terminé le 30 juin	362 574 000	75 309 000	287 265 000	0	4 682 000	4 682 000	584 000	4 098 000	4 098 000	0	0	IFRS (Normes Internationales d'information financière)	Oui
44	Société canadienne des postes	Entreprise	31-déc	T1 terminé le 31 mars	8 021 000	10 156 000	(2 135 000)	0	2 020 000	2 020 000	1 985 000	35 000	(1 011 000)	1 073 000	0	IFRS (Normes Internationales d'information financière)	Oui
51	Administration canadienne de la sûreté du transport aérien	Consolidée	31-mars	T1 terminé le 30 juin	506 872	548 284	(41 412)	160 283	1 278	161 561	164 443	(2 882)	(19 946)	0	0	IFRS (Normes Internationales d'information financière)	Oui
53	Société Radio-Canada	Consolidée	31-mars	T1 terminé le 30 juin	1 767 950	1 494 237	273 713	223 126	114 606	337 732	355 673	(17 941)	(71 411)	370 243	0	IFRS (Normes Internationales d'information financière)	Oui
58	Corporation commerciale canadienne	Consolidée	31-mars	T1 terminé le 30 juin	3 825 668	3 797 682	27 986	878	592 012	592 890	593 573	(683)	(683)	0	0	IFRS (Normes Internationales d'information financière)	Oui
61	Commission canadienne du lait	Consolidée	31-juil	T1 terminé le 31 oct.	115 456	79 528	35 928	917	97 155	98 072	92 732	5 340	5 340	46 647	0	IFRS (Normes Internationales d'information financière)	Oui
81	Musée canadien des droits de la personne	Consolidée	31-mars	T1 terminé le 30 juin	338 337	337 480	857	7 503	2 775	10 278	9 906	372	372	0	0	PSAS-GNFPQ (Normes comptables du secteur public pour les organismes sans but lucratif canadiens par l'État)	Oui
82	Musée canadien de l'histoire	Consolidée	31-mars	T1 terminé le 30 juin	331 486	262 740	68 746	17 201	4 999	22 200	22 435	(235)	(235)	0	0	PSAS-GNFPQ (Normes comptables du secteur public pour les organismes sans but lucratif canadiens par l'État)	Oui
84	Musée canadien de l'immigration du Quai 21	Consolidée	31-mars	T1 terminé le 30 juin	30 500	19 921	10 579	2 491	698	3 189	3 000	189	189	0	0	PSAS-GNFPQ (Normes comptables du secteur public pour les organismes sans but lucratif canadiens par l'État)	Oui
85	Musée canadien de la nature	Consolidée	31-mars	T1 terminé le 30 juin	199 469	207 168	(7 699)	7 778	1 986	9 764	9 574	190	190	27 445	0	PSAS-GNFPQ (Normes comptables du secteur public pour les organismes sans but lucratif canadiens par l'État)	Oui



## Remarques dans le rapport financier consolidé

- 1 Pour les besoins des Comptes publics, les sociétés d'État sont classées en deux groupes : les sociétés d'État **entreprises** et les sociétés d'État **consolidées**. Les sociétés d'État consolidées dépendent du financement du gouvernement comme principale source de revenus, alors que les sociétés d'État entreprises ne dépendent pas du financement du gouvernement pour maintenir leurs opérations. Il y a, cependant, quelques exemptions de déclaration. L'Office d'investissement du régime de pensions du Canada, bien que société d'État, gère au nom du Régime de pensions du Canada, des fonds n'appartenant pas au gouvernement; ainsi, l'Office ne fait pas partie du périmètre comptable (N/A (Non disponible)). L'Office d'investissement des régimes de pensions du secteur public est exempté (N/A (Non disponible)) de l'exigence de fournir les renseignements financiers sur une base trimestrielle. Ces renseignements sont seulement fournis sur une base annuelle le 31 mars aux fins d'uniformité.
- 2 Les sociétés d'État ont des dates de fin d'exercice financier différentes, selon ce qui convient le mieux à leur contexte opérationnel.
- 3 L'**actif total** (à court et à long terme) représente l'ensemble des éléments d'actif figurant dans les états financiers vérifiés ou le rapport financier trimestriel non vérifié de la société d'État (c'est-à-dire, argent comptant, matériel, etc.).
- 4 Le **passif total** (à court et à long terme) représente tous les passifs déclarés par la société (comptes créditeurs, emprunts et autres obligations).
- 5 L'**avoir** (également appelé « surplus ou déficit accumulé ») comprend le capital social, le surplus d'apport, les bénéfices non répartis, le cumul des autres éléments du résultat global et les participations ne donnant pas le contrôle, le cas échéant. Sous les normes comptables du secteur public pour les organismes sans but lucratif contrôlés par l'État (PSAS-GNEPO (Normes comptables du secteur public pour les organismes sans but lucratif contrôlés par l'État)), l'avoir peut être appelé « actif net » et il peut inclure des actifs affectés et non affectés, les actifs nets investis en immobilisations et d'autres gains (pertes) de réévaluation cumulés.
- 6 Les **crédits budgétaires** désignent les crédits parlementaires versés aux sociétés à titre de dépenses en capital et de fonctionnement qui sont reconnus comme un revenu dans l'État des résultats. De plus, les crédits peuvent inclure le financement d'immobilisations reporté qui est amorti et reconnu selon la même méthode et sur les mêmes périodes que les biens immobiliers, le matériel et les immobilisations incorporelles connexes.
- 7 Les **revenus (tiers)** incluent les recettes générées par la vente de biens et de services, le revenu de placement et autres revenus et gains (ex. gains de réévaluation). Autre financement reçu et reconnu (ne comprenant pas les crédits budgétaires) peut aussi y être inclus.
- 8 Le **total des revenus** représente les revenus tiers (ou revenus autogénérés, au sens défini ci-dessus) et les crédits relatifs aux opérations de l'année en cours.
- 9 Les **charges** incluent le coût des marchandises vendues ou le coût des ventes, les charges opérationnelles et administratives, les autres charges et les pertes (ex. les pertes de réévaluation, etc.), le cas échéant. Les dépenses ne comprennent pas les impôts sur le revenu ou les paiements distribués aux agences et offices provinciaux de la part de la Commission canadienne du lait ou aux pêcheurs de la part de l'Office de commercialisation du poisson d'eau douce.
- 10 Le **bénéfice net (perte nette)** représente le revenu après impôt, le cas échéant, alors que le **revenu global** total inclut des autres revenus globaux ainsi que des postes extraordinaires. Dans certains cas, le revenu net ou un autre revenu global est défini comme étant « l'excédent des crédits parlementaires reçus sur les coûts de fonctionnement », « le surplus », « le résultat net » ou « l'excédent des produits sur les charges ».
- 11 Les **emprunts** (auprès du tiers et du gouvernement, le cas échéant) comprennent les emprunts à court et à long termes en date du trimestre visé. Ceux-ci incluent les prêts, les avances versées par le gouvernement du Canada et autres instruments assimilables à des titres de créance.
- 12 Les **opérations portant sur l'avoir** avec le gouvernement comprennent les **dividendes** qui ont été versés (pas déclarés) au cours de l'année (montants cumulatifs à ce jour). Les dividendes peuvent être versés par la société au gouvernement du Canada avant ou après la fin de l'exercice financier de la société. Pour la Banque du Canada, les dividendes déclarés représentent le versement du surplus constaté au Receveur général du Canada.
- 13 Les sociétés d'État utilisent des normes d'établissement de rapports différentes (Normes internationales d'information financière (IFRS (Normes internationales d'information financière) (Normes internationales d'information financière)), normes comptables du secteur public (PSAS (Normes comptables du secteur public) (Normes comptables du secteur public)) ou normes comptables du secteur public pour les organismes sans but lucratif contrôlés par l'État (PSAS-GNEPO (Normes comptables du secteur public pour les organismes sans but lucratif contrôlés par l'État)) telles que notées dans les rapports publiés). Aucune conversion à l'une ou l'autre des normes d'établissement de rapports n'a été effectuée afin de présenter les renseignements financiers.
- 14 Un oui signifie que la société d'État est conforme avec la **LGFP (Loi sur la gestion des finances publiques)** 65.1 (3) « Le ministre compétent rend le rapport public dans les soixante jours suivant la fin du trimestre visé par celui-ci ».

- Les revenus totaux (les revenus autogénérés et les crédits), le revenu net, le revenu global total et les dividendes sont cumulatifs à compter du deuxième trimestre de chaque exercice visé.
- Les états financiers n'affichent pas toujours les mêmes données de façon uniforme, donc certaines données ont été rajustées ou ne pouvaient pas être liées directement à la catégorie d'établissement de rapports pour établir un repère significatif qui permet de comparer les données entre les sociétés d'État.
- Les données présentées couvrent la majorité des sociétés d'État. Dans les cas où il était impossible d'inclure des données, une explication a été fournie.
- Il convient, si l'on veut comparer le rapport d'une société d'État avec les données présentées ici, de tenir compte de la possibilité que la société ait redressé certaines données financières après le fait afin de refléter des modifications dans ses conventions comptables. Le lecteur doit savoir qu'aucune mesure n'a été prise pour faire en sorte que les

données contenues dans ce rapport rendent compte de telles modifications.

- Le sommaire des données financières compilées à partir des rapports annuels publiés des sociétés d'État a été présenté à titre d'information, comprenant les résultats cumulés générés au cours de l'exercice financier.
- Les données présentées ont été tirées des rapports annuels ou des rapports financiers trimestriels disponibles sur le site Web de la Société d'État listée pour la période présentée.

**Date de modification :**

2020-03-10